

revenu moyen ou à faible revenu portent une trop large part du fardeau que constitue le financement des divers gouvernements canadiens, fédéral, provinciaux et municipaux. Le grand public soupçonne depuis longtemps qu'un grand nombre de gens jouissent de privilèges spéciaux qu'il ignore, mais le rapport de la Commission Carter a révélé les injustices de notre régime fiscal. Il a démontré sans l'ombre d'un doute que nous avons des parasites qui jouissent de la meilleure part aux dépens du reste des contribuables. Le gouvernement actuel doit faire quelque chose pour refondre notre régime fiscal. Il ne peut s'y soustraire longtemps encore.

En cinquième lieu, nous avons suggéré que, dès maintenant, le gouvernement commence à reprendre en main notre économie. Je le lui répète, l'une des choses qu'il ne pourra pas enterrer, c'est le rapport Watkins. On y retrouve les idées que notre parti et le président du Conseil privé exposent depuis des années: la propriété et le contrôle croissants des investisseurs étrangers quant à l'économie canadienne, minent notre souveraineté et réduisent notre indépendance. Si nous en exigeons la preuve, nous l'avons depuis quelques mois.

Pourquoi le ministre fait-il face en ce moment à une crise financière? Ce n'est pas parce que les Canadiens sont incapables de produire. Ce n'est pas parce que les agriculteurs ne produisent pas assez de denrées. En réalité, c'est parce que les États-Unis, devant les difficultés de la guerre au Vietnam, rapatrient les capitaux dont disposent leurs filiales dans notre pays et dans d'autres. C'est une partie du prix que nous devons payer parce que les deux tiers d'importants secteurs de notre économie appartiennent à des intérêts étrangers et sont sous leur contrôle. Nous ne sommes plus maîtres chez nous. Nous ne pouvons plus diriger et contrôler l'économie canadienne. La direction de cette économie a passé de notre trésorerie aux salles de conseil de New York. Nous n'avons pas un moment à perdre, et j'ai l'impression que si nous attendons un peu plus longtemps pour commencer à reprendre en main l'économie canadienne, il sera trop tard.

Les décisions fondamentales touchant le bien-être et la vie du peuple canadien doivent, croyons-nous, se prendre au Canada et

[M. Douglas.]

non à l'étranger. Nous ne proposons pas un programme d'isolement économique. Nous n'avons pas de raison de refuser des capitaux étrangers sous forme d'emprunts ou même de capitaux de participation, pourvu que ceux-ci ne soient pas prédominants. Mais le contrôle principal, le pouvoir de décider si notre économie doit prendre de l'expansion, si nous devons opter pour le plein emploi et le progrès économique ou pour la contrainte et le chômage, comme c'est le cas à l'heure actuelle, devrait se trouver au Canada et appartenir au peuple canadien et surtout à ses représentants élus.

• (3.50 p.m.)

Je tiens à dire, en terminant, que tout ne va pas très bien dans l'économie, en dépit des suaves assurances d'hier de la part du ministre. Nous faisons face à une très grave situation; à un ralentissement massif de notre progrès économique; à une augmentation alarmante du chômage et du coût de la vie. Nous sommes dépassés par les exigences en matière de construction domiciliaire, d'écoles, d'hôpitaux, et d'autres services publics essentiels. Aussi le programme annoncé par le gouvernement, qui consiste simplement à ajouter quelques impôts et à réduire quelques dépenses, représentera peut-être, aux yeux de certaines gens, la solution voulue pour quelques mois, mais je signale au ministre que s'il ne prend pas des mesures plus fondamentales, d'ici douze mois il se trouvera exactement dans la même situation ou dans une situation pire. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement assez courageux et assez prévoyant pour intervenir dans le domaine économique, lorsque l'intérêt public l'exige. Si le gouvernement néglige d'intervenir activement dans l'économie et de la diriger, la situation économique actuelle empirera au lieu de s'améliorer.

L'hon. M. Flemming: Monsieur le président, lorsque le ministre a présenté son exposé sur l'état de l'économie canadienne, nous l'avons tous écouté attentivement. Puis, hier soir, lorsque nous l'avons entendu à la radio, parler de surtaxe et de réduction très légère des dépenses, nous avons été quelque peu déçus. Toutefois, je voudrais ici remercier le ministre de m'avoir remis, à ma demande, une copie supplémentaire de son discours. Avec sa bonne grâce habituelle, il a accordé à ma requête une attention spéciale.

Le ministre a mentionné les nombreux faits qui ont provoqué la situation actuelle. Il a parlé de la gravité de la situation et avec